



Lors du CTA du 26 mars 2019 à Rennes, les organisations syndicales de l'académie FSU, FNEC-FP-FO, SGEN-CFDT, UNSA Education, CGT et SUD ont fait une déclaration préalable unitaire. Ensemble, ils dénonçaient les régressions historiques dont est porteur le projet de

loi dit « de transformation de la Fonction publique ».

Ils y ont aussi dénoncé les nouvelles règles d'affectation des personnels du 1er degré décidées par le ministère contre l'avis des organisations syndicales et sur lesquelles nous allons encore nous pencher aujourd'hui.

Le SNUipp-FSU29 veut ré-alerter l'administration et témoigner de la tension qui règne aujourd'hui dans les écoles : interrogations, défiance, inquiétude face aux nouvelles règles du mouvement. Pour preuve les nombreuses pétitions qui ont été remontées ce mardi au rectorat. Plus d'une centaines de collègues ont signés en 2 jours, et des signatures nous parviennent encore. Les changements annoncés bouleversent la profession.

Même si nous constatons des évolutions par rapport au projet de la semaine passée, en particulier sur l'AGS, il reste des points qui nous posent problème.

Il faut noter la précipitation qui préside en plus à ces réformes et qui place, nous en sommes conscient, les services dans des conditions ne leur permettant pas de maîtriser tous les aspects techniques des nouveaux logiciels mis en oeuvre avant toute expérimentation.

Une telle improvisation ministérielle croisée avec les impératifs du calendrier, va placer les collègues dans des conditions difficiles pour la saisie de leurs vœux, qui va se faire pour moitié pendant les vacances, et donc sur une période où les personnels auront moins de possibilités de prendre contact avec la DSDEN.

Ces modifications, cette réforme à marche forcée, cette volonté de soumettre les personnels au lieu de les entendre, souligne le mépris de ce gouvernement pour les personnels et usagers de l'école.

Les enseignant-es doivent faire face à un nombre de changements sans précédent : changement des structures par créations des EPSF, menaces sur l'école maternelle, changement des règles de mutation, le tout dans une ambiance d'injonctions et de menaces. Où est la confiance tant affirmée ? Les enseignants ne la trouvent pas, c'est pourquoi ils se sont mobilisé et se mobiliseront encore

- samedi, dans la rue avec les parents.
- et jeudi prochain, en se mobilisant dans une action intersyndicale nationale pour obtenir l'abandon du projet de loi Blanquer

Ensemble nous porterons l'exigence d'un autre projet pour l'Ecole, portant une véritable ambition pour chaque élève.